

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

TN/TE/R/9

16 juillet 2004

(04-3061)

**Comité du commerce et de l'environnement
Session extraordinaire**

RAPPORT RÉSUMÉ SUR LA NEUVIÈME RÉUNION DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DU COMMERCE ET DE L'ENVIRONNEMENT

22 JUIN 2004

Note du Secrétariat

1. La Session extraordinaire du Comité du commerce et de l'environnement (CCE) a tenu sa neuvième réunion le 22 juin 2004 pour examiner l'ordre du jour contenu dans l'aérogamme annonçant la réunion (WTO/AIR/2315).

I. PARAGRAPHE 31 I) – RÈGLES DE L'OMC ET OBLIGATIONS COMMERCIALES SPÉCIFIQUES FIGURANT DANS LES AEM

2. Deux nouvelles communications ont été présentées au titre du paragraphe 31 i): le document TN/TE/W/40, par les États-Unis; et le document TN/TE/W/41, par le Taipei chinois, en réponse à la dernière communication des Communautés européennes (CE) au titre de ce point de l'ordre du jour.¹

Communication des États-Unis

3. Le représentant des États-Unis a indiqué que son pays était prêt à faire des progrès de fond dans les négociations concernant le paragraphe 31 i), compte tenu du consensus qui s'était dégagé pour que la Session extraordinaire du CCE procède sur la base des faits et de l'expérience. La nouvelle communication des États-Unis s'appuyait sur le document précédent qu'ils avaient présenté au titre de ce paragraphe, à savoir le document TN/TE/W/20. Elle mettait l'accent sur l'expérience acquise par les États-Unis dans la négociation et la mise en œuvre d'obligations commerciales spécifiques (OCS) énoncées dans trois accords environnementaux multilatéraux (AEM): la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (la Convention POP) et la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international (la Convention PIC). La communication faisait ressortir l'importance de la coordination nationale, de la transparence et de l'obligation de rendre compte dans le cadre de la négociation et de la mise en œuvre, et elle formulait un certain nombre d'observations pratiques, en particulier sur les restrictions à l'exportation. Ce faisant, elle soulignait la grande diversité des OCS qui existaient et montrait que même un sous-ensemble d'OCS – à savoir, les restrictions à l'exportation – pouvait différer dans sa conception sous divers aspects importants. Ainsi, ces OCS pouvaient différer quant à leur objet, leur rôle au regard des AEM, les procédures et critères en vertu desquels elles évoluaient, et leur degré de clarté.

¹ La dernière communication présentée par les CE au titre du paragraphe 31 i) a été distribuée sous la cote TN/TE/W/39.

4. La communication exposait les aspects pratiques des restrictions à l'exportation qui avaient contribué à la réalisation des objectifs des AEM et favorisé la relation de soutien mutuel entre les AEM et l'OMC. Ces aspects au niveau de la conception et de la mise en œuvre étaient notamment les suivants: l'élaboration minutieuse des restrictions à l'exportation de manière à cibler des problèmes environnementaux spécifiques; l'application de procédures scientifiques permettant d'ajuster les restrictions à l'exportation en fonction des progrès des connaissances; le recours à des procédures de modification de la portée des restrictions à l'exportation au fil du temps qui étaient à la fois exhaustives et suffisamment flexibles; et la clarté et la transparence des restrictions à l'exportation. Les États-Unis considéraient que la relation entre les AEM et l'OMC fonctionnait de manière très satisfaisante. Cela était particulièrement vrai dans les cas où les experts commerciaux et environnementaux avaient coopéré aux niveaux national et international. Il n'était donc pas surprenant que les OCS examinées dans la communication des États-Unis n'aient donné lieu à aucun différend formel.

5. Plusieurs délégations partageaient le point de vue des États-Unis selon lequel la Session extraordinaire du CCE devait procéder sur la base d'une approche pratique dans le cadre de laquelle les expériences nationales seraient partagées. Ces délégations étaient celles de l'Inde, de l'Australie, de Hong Kong, Chine, de la Corée, de l'Argentine, de l'Indonésie et du Brésil.

6. Le représentant de l'Inde a accueilli avec intérêt l'observation formulée par les États-Unis selon laquelle la coordination des politiques au niveau national pour la négociation et la mise en œuvre des OCS était un facteur qui contribuait au soutien mutuel de l'OMC et des AEM. L'Inde a également accueilli avec intérêt la conclusion selon laquelle les restrictions à l'exportation examinées dans la communication des États-Unis ne donnaient pas lieu à des préoccupations commerciales.

7. Le représentant de l'Australie estimait que la communication des États-Unis mettait en évidence à quel point de simples outils de communication pouvaient contribuer à la négociation et mise en œuvre délicates des engagements. De telles procédures pourraient utilement permettre d'éviter l'apparition de conflits potentiels entre l'OMC et les AEM. L'Australie maintenait ses propres mesures de coordination nationale. Ces mesures différaient de celles appliquées par les États-Unis, mais l'Australie était étonnée par l'existence de certaines similitudes entre ses propres processus de coordination nationale et ceux des États-Unis. Parmi ceux-ci figuraient une coordination interministérielle de grande envergure au niveau fédéral à chacune des étapes d'une négociation, ainsi que les initiatives prises pour tenir toutes les parties intéressées pleinement au courant des faits nouveaux. L'Australie considérait que la transparence et l'obligation de rendre compte qu'offrait une telle coordination étaient indispensables pour permettre aux règles de l'OMC et aux AEM de coexister harmonieusement. L'Australie n'avait pas encore étudié les restrictions à l'exportation examinées dans la communication des États-Unis, mais elle estimait que les références faites à la nécessité de la transparence, de décisions prises sur la base de données scientifiques et de l'élaboration minutieuse des restrictions de manière à cibler des problèmes environnementaux spécifiques, étaient valables. Les États-Unis avaient indiqué que leur communication aiderait les participants à entrer dans une nouvelle phase des négociations, ce qui méritait d'être sérieusement considéré.

8. Le représentant de Hong Kong, Chine a appelé l'attention sur le fait que Hong Kong, Chine avait elle-même fait part de son expérience nationale en avril 2003. Il partageait l'avis des États-Unis selon lequel, d'une façon générale, la relation entre les AEM et l'OMC fonctionnait de manière très satisfaisante, et que la coordination nationale était importante. L'observation formulée par les États-Unis selon laquelle les restrictions à l'exportation ne donnaient pas lieu à des préoccupations commerciales lorsqu'elles répondaient à certaines conditions était utile.

9. Le représentant de la Corée estimait que la Session extraordinaire du CCE avait réalisé des progrès appréciables pour identifier les OCS dans divers AEM. Elle n'était pas parvenue à établir une liste convenue des OCS, mais le but final des négociations n'était pas de toute façon l'établissement

d'une telle liste, mais plutôt la clarification et la détermination de la relation appropriée entre les OCS et les règles de l'OMC. Il était donc nécessaire que les participants examinent leurs expériences nationales, et la communication des États-Unis pouvait servir de modèle à cet égard. La communication établissait que la relation entre les AEM et l'OMC fonctionnait de manière très satisfaisante. Bien entendu, il serait nécessaire de procéder à un examen plus exhaustif des OCS énoncées dans un plus large éventail d'AEM pour parvenir à une conclusion plus définitive; d'où la nécessité du partage d'un plus grand nombre d'expériences nationales.

10. Le représentant du Canada considérait que le document des États-Unis avait permis d'introduire un nouvel élément dans la discussion – le partage des expériences nationales. Les États-Unis avaient mis l'accent sur les restrictions à l'exportation, ce qui était une approche utile qui pourrait en fin de compte être étendue à d'autres types d'OCS. Cette approche permettait de constater l'existence de points communs et de différences entre trois grands AEM renfermant des restrictions à l'exportation. La communication faisait état de l'importance de la coordination des positions de négociation et de la mise en œuvre ultérieure des AEM, du processus interorganisations qui était requis pour s'assurer qu'un pays avait une position cohérente et que les conflits étaient écartés, ainsi que de l'importance de la rigueur des données scientifiques. Le Canada tenait à préciser que dans les Conventions de Stockholm et de Rotterdam, il fallait un vote par consensus pour ajouter des substances, et que ce type de vote signifiait qu'il était peu probable qu'apparaisse une situation conflictuelle. La CITES disposait aussi d'un mécanisme pour l'ajout de produits dans ses diverses annexes. Comme les Conventions de Stockholm et de Rotterdam, ainsi que le Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques, étaient entrés en vigueur, le Canada se demandait s'il ne serait pas possible d'inviter leurs secrétariats à la Session extraordinaire du CCE pour partager leur expérience.

11. Le représentant de la Suisse s'est félicité de l'accent mis par la communication des États-Unis sur l'importance de la coordination nationale. Il y avait eu une amélioration au fil des années. La Suisse en particulier maintenait une telle coordination et elle avait toujours inclus un responsable de l'environnement parmi les membres de sa délégation à la Session extraordinaire du CCE. Concernant l'observation formulée dans la communication des États-Unis selon laquelle il n'y avait pas eu à ce jour de conflit entre l'OMC et les AEM, la Suisse espérait qu'il en serait de même à l'avenir. Les négociateurs ne pouvaient toutefois pas anticiper de quelle manière des mesures seraient mises en œuvre. On pourrait bien entendu faire valoir que, s'il existait une coordination à l'étape de la mise en œuvre également, il ne devrait pas se poser de problèmes. La Suisse estimait toutefois que des problèmes pourraient en fait survenir, et que la Session extraordinaire du CCE ne devait pas se contenter de partager les expériences nationales. Les Conventions de Stockholm et de Rotterdam venaient tout juste d'entrer en vigueur. Il était donc trop tôt pour dire que des problèmes se poseraient dans leur cas. La Suisse espérait bien entendu qu'il n'y en aurait pas, mais elle croyait qu'il était important de se préparer à une telle éventualité. La Convention de Vienne elle-même envisageait la possibilité de conflits, ce qui montrait que des problèmes de mise en œuvre risquaient effectivement de se poser. Par conséquent, la communication des États-Unis était certes intéressante, mais elle ne couvrait qu'une partie de la discussion.

12. Le représentant du Japon a accueilli avec intérêt le document des États-Unis, mais il a indiqué qu'il fallait davantage de temps à sa délégation pour l'analyser. Le Japon examinerait de quelle manière il pourrait rattacher le document des États-Unis à sa propre position, et comment il pourrait en résulter un produit final concret – peut-être des lignes directrices non contraignantes ou une note interprétative. Le Japon se demandait pourquoi les États-Unis s'étaient attachés aux restrictions à l'exportation en particulier.

13. Le représentant des Communautés européennes s'est félicité que les États-Unis aient partagé leur expérience nationale, puisqu'un tel partage pourrait aider les délégations à tirer des enseignements les uns des autres. Mais après avoir lu le document, les CE se demandaient quelle serait l'étape

suivante. Comment la communication aiderait-elle les participants à se prononcer sur la relation entre l'OMC et les AEM, et jusqu'où faudrait-il aller dans la définition de cette relation? Certaines caractéristiques des restrictions à l'exportation avaient été mentionnées au paragraphe 22 du document des États-Unis. Pour les CE, il s'agissait de caractéristiques qui devaient être définies dans les AEM et que l'OMC devait accepter. Mais où faudrait-il tracer la limite entre les intérêts à l'exportation et la conservation des espèces au titre de la CITES, par exemple? Le simple partage d'une expérience nationale ne permettrait pas d'y répondre. Il serait donc important de considérer les principes directeurs sous-tendant l'expérience nationale, et cela devrait être l'étape suivante.

14. Le représentant du Venezuela a indiqué que son pays était résolu à s'engager dans le processus de coordination nationale envisagé dans le document des États-Unis, puisqu'une nouvelle constitution avait pour la première fois dans l'histoire du Venezuela établi certains droits environnementaux. Le Venezuela cherchait maintenant à s'engager dans la voie de cette coordination, et il avait organisé un atelier national au Venezuela du 5 au 7 mai pour préparer les négociations de la Session extraordinaire du CCE. La CITES, et les secrétariats des Conventions de Rotterdam et de Stockholm avaient assisté à l'atelier. Le Venezuela était un membre de la CITES, et il avait activement participé à la négociation des Conventions de Rotterdam et de Stockholm, qu'il espérait pouvoir ratifier dans les meilleurs délais. Il considérait donc que la coordination nationale était d'une importance vitale, mais il tenait à appeler l'attention des États-Unis sur le fait qu'il ne saurait y avoir aucune comparaison entre un pays développé et un pays en développement sur ce plan. Il serait nécessaire d'accorder un traitement spécial et différencié, et de fournir une assistance technique et des activités de renforcement des capacités de manière à resserrer la coordination entre les institutions du monde en développement.

15. Le représentant de l'Argentine considérait que la coordination nationale serait vitale pour assurer une relation de soutien mutuel entre le commerce et l'environnement, et pour éviter les conflits potentiels entre les AEM et les règles de l'OMC. Les CE avaient soulevé une question pertinente en demandant quel serait le principe sous-tendant la relation entre l'OMC et les AEM. L'Argentine estimait que ce principe devait être celui de la coordination aux niveaux national et international afin d'éviter les conflits. C'était la raison pour laquelle la communication des États-Unis avait été très intéressante. En outre, l'Argentine a souligné que l'on ne saurait remplacer le partage des expériences nationales des Membres par le partage des expériences des secrétariats des AEM.

16. Le représentant de la Nouvelle-Zélande reconnaissait le bien-fondé de l'accent mis dans le document des États-Unis sur la coordination nationale. Il s'agissait d'une importante condition préalable à la cohérence des politiques dans ce domaine, et c'était sur de telles caractéristiques des procédures et des processus que la Nouvelle-Zélande espérait que la Session extraordinaire du CCE pourrait mettre l'accent. Ainsi que l'avait indiqué le Venezuela, ces travaux auraient une véritable dimension de renforcement des capacités. La Nouvelle-Zélande convenait que la relation entre l'OMC et les AEM semblait fonctionner de manière très satisfaisante. Cependant, la Session extraordinaire du CCE n'en était pas encore au point où elle pourrait conclure que les deux régimes coexistaient en parfaite harmonie. Les États-Unis avaient eux-mêmes indiqué que leur document se limitait à des OCS particulières énoncées dans trois AEM. Par conséquent, il était nécessaire de poursuivre l'examen des expériences nationales, tant positives que problématiques. Cela pourrait être la réponse à la question des CE qui s'interrogeaient sur l'étape suivante. Si les délégations pouvaient définir les problèmes, cela permettrait de déterminer quelles seraient les étapes suivantes. Le représentant de l'Indonésie convenait que la coordination nationale était vitale pour éviter les conflits entre les AEM et l'OMC, et que la définition des problèmes concrets serait utile aux débats qui se tenaient à la Session extraordinaire du CCE.

17. Le représentant du Taipei chinois a formulé des observations sur le point de vue des États-Unis selon lequel il n'était pas surprenant qu'aucun conflit n'ait vu le jour entre l'OMC et les AEM. Le Taipei chinois espérait qu'il en serait de même à l'avenir, mais cela ne voulait pas dire qu'il

ne pourrait pas y avoir de conflits plus tard. L'un des buts des négociations était d'identifier les conflits potentiels et de mettre en place des mécanismes pour les éviter. Il partageait l'avis de la Corée selon lequel il serait nécessaire de procéder à un examen plus exhaustif des OCS énoncées dans les AEM pour pouvoir tirer des conclusions, et il convenait avec la Suisse qu'il faudrait examiner de plus près la question de la mise en œuvre au niveau national.

18. Le représentant du Nigeria a remercié les États-Unis pour leur communication et a accueilli avec intérêt l'idée d'une plus grande coordination nationale.

19. Le représentant de la CITES jugeait qu'une grande partie de la description de la coordination nationale et internationale présentée dans le document des États-Unis était reconnaissable. De nombreux pays maintenaient des procédures et des mécanismes similaires pour se préparer aux réunions de la CITES. Pour ce qui était de la mise en œuvre, les 166 parties à la CITES avaient toutes désigné des organes de gestion et des autorités scientifiques, et la coordination au niveau national avait toujours été assez importante. Il convenait de noter, toutefois, qu'au cours des cinq à six dernières années, la CITES ne s'était pas occupée des espèces d'une valeur commerciale importante. Mais alors que la CITES entreprenait progressivement de se pencher sur des poissons et espèces commercialisés, la taille des délégations qui assistaient aux réunions de la CITES avait généralement doublé. Les délégations avaient cherché à obtenir l'appui des représentants de leurs secteurs des pêcheries et du commerce, et pas seulement de leurs scientifiques.

20. Formulant des observations sur le paragraphe 22 du document des États-Unis, la CITES a indiqué que la Convention avait élaboré de nombreuses mesures qui ne figuraient pas dans la Convention elle-même mais plutôt dans les résolutions et décisions de la Conférence des Parties et de son Comité permanent. Lorsque les comités scientifiques constataient qu'une espèce n'était pas exploitée durablement, et qu'un pays n'avait pas pris les mesures que la communauté scientifique internationale avait jugé nécessaires, le Comité permanent pouvait recommander que les pays importateurs suspendent leurs échanges jusqu'à ce que le pays en question se mette en conformité. Il existait des mécanismes similaires pour les pays dont la législation n'était pas suffisante; pour les pays qui après trois ans n'avaient toujours pas présenté de rapports sur leur échanges; et, de façon générale, pour la non-application de la CITES par une partie. Il existait aussi à la CITES des mesures prévoyant des incitations positives, plutôt que des sanctions, à la conformité. Pour ce qui était des critères d'inscription des espèces, ils existaient depuis un certain temps déjà. Aucune espèce n'avait toutefois été inscrite pour des raisons commerciales; il avait plutôt été refusé d'inscrire des espèces pour des motivations parfois commerciales.

21. Concernant le paragraphe 24 du document des États-Unis, la CITES a souligné qu'il était aussi possible à des non-parties, ainsi qu'à des observateurs, de participer aux réunions de la CITES. En fait, il y avait à la CITES plus de représentants d'organisations non gouvernementales que de représentants d'organisations gouvernementales. La CITES cherchait à assurer une représentation équilibrée à ses réunions en finançant la participation des pays en développement, de façon à ce que tous les pays soient représentés par au moins un chargé de l'administration et un scientifique.

22. Les décisions de la CITES n'étaient pas prises par consensus, mais par un vote majoritaire des deux tiers avec possibilité de formuler une objection ou d'émettre une réserve à une étape ultérieure. La transparence des mesures de la CITES et des mécanismes d'application existants était exposée au paragraphe 27 du document des États-Unis. Les annexes de la Convention étaient aisément accessibles, et la CITES maintenait à jour un site Web qui renfermait des renseignements sur les restrictions commerciales (www.cites.org). Le Secrétariat de la CITES se trouvait à Genève et il était donc en mesure d'organiser des séances d'information pour les délégations en poste à Genève. Une telle séance aurait lieu en septembre, avant la 13^{ème} Conférence des Parties qui devait se tenir à Bangkok. Les délégations étaient invitées à la Conférences des Parties à Bangkok, qui aurait lieu du 2 au 14 octobre 2004.

23. Le représentant des États-Unis a indiqué que son pays avait proposé une nouvelle phase, mais que son document se fondait sur les travaux menés à la Session extraordinaire du CCE au cours des deux dernières années. Le document des États-Unis s'appuyait sur les idées avancées par l'Australie au sujet d'une approche en plusieurs phases; sur l'approche suivie par Hong Kong, Chine dans sa communication; et sur les nombreuses communications qui avaient été reçues sur des exemples d'OCS. Celles-ci comprenaient notamment les communications de l'Inde, du Taipei chinois, de la Malaisie, de la Corée, et d'un certain nombre d'autres délégations. Les États-Unis estimaient que le document des CE, qui avait été présenté à la réunion précédente, avait détourné l'attention des délégations de l'approche pratique et analytique. Une approche fondée sur l'expérience serait beaucoup plus utile pour répondre au mandat énoncé au paragraphe 31 i) qu'un débat plus abstrait et générique. La Nouvelle-Zélande avait soulevé un point important, à savoir qu'une approche fondée sur l'expérience aiderait la Session extraordinaire du CCE à déterminer s'il y avait des problèmes qu'il fallait résoudre dans le cadre de ces négociations.

24. Concernant la question du Japon, les États-Unis ont indiqué que les restrictions à l'exportation offraient un point de comparaison utile, à la fois parce qu'il y avait de très grandes différences dans leurs caractéristiques et parce qu'elles semblaient représenter la forme la plus courante d'OCS énoncées dans les AEM. Les États-Unis ont répété le point de vue de l'Argentine selon lequel on ne saurait remplacer les expériences des Membres par celle des secrétariats. Il s'agissait en définitive d'une évaluation que devait faire chaque Membre, et les États-Unis espéraient prendre connaissance d'autres communications sur les expériences des autres Membres.

Communication du Taipei chinois

25. Le représentant du Taipei chinois a formulé des observations sur les principes de gouvernance à l'échelle mondiale proposés par les CE dans le document TN/TE/W/39. Concernant la proposition des CE selon laquelle les différends entre deux parties à un AEM devraient être réglés dans le cadre de l'AEM, même lorsque les parties étaient des Membres de l'OMC, le Taipei chinois craignait que les Membres de l'OMC ne soient ainsi amenés à s'écarter des obligations leur incombant au titre de l'article 23 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends (le Mémoire d'accord). Ledit article demandait aux Membres de se conformer aux règles et procédures du Mémoire d'accord. Le Taipei chinois estimait que les Membres avaient le droit de recourir au mécanisme de règlement des différends de l'OMC si des mesures commerciales étaient en jeu.

26. Concernant l'interprétation donnée par les CE de l'affaire de l'*essence*, le Taipei chinois tenait à indiquer que le paragraphe cité par les CE concernait le point de savoir si l'on pouvait considérer que l'article 31 de la Convention de Vienne faisait partie du droit international public. De ce fait, l'expression "droit international public" ne faisait référence au droit international public que dans le contexte de l'interprétation des traités. Le Taipei chinois craignait que ce que l'on appelait le "principe de déférence" ne puisse porter préjudice aux droits d'une non-partie à un AEM. Ce serait aussi contraire à l'esprit de l'article 3:2 du Mémoire d'accord, qui disposait que les recommandations et décisions de l'Organe de règlement des différends (ORD) ne pouvaient pas accroître ou diminuer les droits et obligations énoncés dans les accords visés.

27. Aux paragraphes 12 à 14 de leur communication, les CE utilisaient l'expression "la relation entre les règles de l'OMC et les AEM", et non "la relation entre les règles de l'OMC existantes et les obligations commerciales spécifiques énoncées dans les AEM", comme le stipulait l'alinéa i) du paragraphe 31 de la Déclaration de Doha. La communication des CE était certes utile en ce sens qu'elle fournissait une perspective plus large de la relation entre ces deux corps de règles, mais une partie des principes de gouvernance à l'échelle mondiale proposés par les CE soit allait à l'encontre des règles de l'OMC existantes, telles que celles du Mémoire d'accord, soit portait atteinte aux droits des Membres de l'OMC non parties à des AEM.

28. Le représentant des Communautés européennes se félicitait de constater qu'il y avait certaines idées communes dans le document présenté par le Taipei chinois. Au paragraphe 5 de ce document, il était fait mention de l'utilité de l'approche multilatérale, à laquelle croyaient les CE. Les CE avaient cherché à faire ressortir le besoin de coordination entre l'OMC et les AEM, ce qui faisait passer le débat de l'alinéa i) à l'alinéa ii) du paragraphe 31. Elles n'avaient pas l'intention de négliger le rôle joué par l'OMC dans la conception de solutions multilatérales. Il ne faisait aucun doute que les solutions multilatérales n'étaient pas l'apanage exclusif des AEM. L'OMC avait aussi un rôle à jouer, dans les limites de ses compétences, mais la question à l'examen à la Session extraordinaire du CCE était de savoir comment parvenir à un équilibre en cas de conflit.

29. Concernant la politique environnementale multilatérale élaborée dans le cadre des AEM, et l'idée que cela pourrait amener à s'écarter des prescriptions de l'article 23 du Mémoire d'accord, un tel écart n'était certainement pas dans les intentions des CE. Il ne faudrait certes pas amoindrir les droits prévus par le Mémoire d'accord, mais il serait utile que les Membres de l'OMC conviennent par consensus que les AEM devraient traiter des différends environnementaux. Les différends portant sur le commerce et l'environnement pouvaient bien entendu être liés, mais l'objectif fondamental était de faire en sorte que les questions commerciales soient traitées par les experts en matière de commerce, et les questions environnementales, par les experts en matière d'environnement. Dans le rapport de 1996 du CCE, les Membres étaient déjà convenus de faire une première tentative pour traiter des conflits portant sur des AEM dans le cadre des AEM eux-mêmes. Cela ne diminuait pas les droits et obligations dans le cadre de l'OMC, mais il s'agissait d'un avis simple et pratique qui avait été accepté à l'époque.

30. Pour ce qui était de l'interprétation qu'elles avaient donnée de l'affaire de l'*essence*, les CE ne cherchaient pas à réinterpréter ou à renégocier ce que le Groupe spécial et l'Organe d'appel avaient dit. Elles clarifiaient plutôt le contexte d'une certaine jurisprudence. Dans l'affaire des *crevettes-tortues*, il avait été fait référence aux AEM. Les CE essayaient simplement de faire valoir que l'OMC ne fonctionnait pas dans un état d'isolement clinique. Si une quelconque délégation était de cet avis, il y aurait alors un problème.

31. Pour ce qui était de faire référence à "la relation entre les règles de l'OMC existantes et les obligations commerciales spécifiques énoncées dans les AEM", ainsi que l'avait proposé le Taipei chinois, et la crainte que le document des CE n'outrepasse le mandat, les CE essayaient simplement d'identifier les principes qui sous-tendaient la relation entre l'OMC et les AEM. L'approche fondée sur l'expérience qu'avaient proposée les États-Unis était utile, mais ce serait en définitive des expériences présentées à la Session extraordinaire du CCE qu'il faudrait tirer des leçons. Les CE n'avaient pas inventé les principes de gouvernance à l'échelle mondiale qu'elles avaient proposés, et les participants devaient examiner les sources auxquelles avaient puisé les CE. Les CE ont toutefois rassuré les délégations qu'elles n'étaient pas opposées à un débat analytique, et que la seule raison pour laquelle elles n'avaient pas formulé d'observations sur le document des États-Unis était parce qu'elles n'avaient pas eu assez de temps pour l'examiner.

32. Concernant l'observation formulée par certaines délégations à la réunion précédente selon laquelle les CE ne pouvaient pas faire fond sur le rapport de Singapour, les CE ont soutenu que les diverses questions examinées dans ce rapport étaient toujours pertinentes en ce jour, même si le rapport avait été négocié dans le cadre d'un mandat plus large. Pour les CE, le rapport de Singapour constituait un "*acquis*" international, par rapport auquel elles ne voulaient pas que ces négociations régressent. Au sujet de la question voulant qu'il soit prématuré d'adopter des principes de gouvernance à ce stade, les CE estimaient qu'il était important de réfléchir aux résultats. Elles n'avaient pas de réponse toute faite à ce mandat, et elles jugeaient que le paragraphe 31 ii) pourrait engendrer des idées susceptibles d'influencer l'ensemble du débat. Il pourrait s'agir de mesures pratiques pour la gouvernance, telles que de meilleurs flux d'information. Concernant les craintes qui avaient été exprimées à la réunion précédente au sujet de la renégociation éventuelle des principes de

Rio, les CE ont indiqué que ce n'était pas leur intention. Les CE souhaitaient plutôt une application pratique et concrète de ces principes.

33. Le représentant du Venezuela partageait l'avis du Taipei chinois selon lequel le concept de gouvernance à l'échelle mondiale pouvait être sujet à de nombreuses interprétations différentes, et que sa signification ne faisait pas l'objet d'un consensus universel. Il souscrivait aussi à la teneur du paragraphe 5 du document du Taipei chinois selon lequel les solutions multilatérales aux problèmes environnementaux étaient importantes mais qu'il était tout aussi important de ne pas surestimer le rôle joué par l'OMC. Certaines délégations estimaient que la politique environnementale devait être définie par les Nations Unies, et la politique commerciale, par l'OMC, mais il était important de se pencher sur le concept de développement durable dans le contexte de l'OMC lors de ces négociations dans les domaines du commerce et de l'environnement. En réponse aux CE, le Venezuela a indiqué qu'il ne cherchait pas à renégocier les principes de Rio. Il voulait plutôt rattacher les principes de Rio à l'OMC, et les rendre efficaces et compatibles avec les règles de l'OMC.

34. Le représentant des États-Unis estimait, tout comme le Taipei chinois, que le document des CE s'étendait sur le mandat du Comité. Les États-Unis ont en particulier fait part de leur divergence d'opinion avec l'interprétation que donnaient les CE de l'affaire de l'*essence*. Ils ont indiqué que plusieurs délégations avaient exprimé des préoccupations similaires à la réunion précédente de la Session extraordinaire du CCE, dont l'Inde, l'Égypte, les Philippines et l'Australie. Les représentants du Brésil, de l'Inde et des Philippines convenaient que les CE avaient mal interprété l'affaire de l'*essence*. L'Organe d'appel avait certes indiqué que l'OMC pouvait faire fond sur les règles coutumières d'interprétation du droit public international (la Convention de Vienne), mais il n'avait pas dit que les règles de l'OMC pouvaient être interprétées à la lumière des AEM.

35. Le représentant de la Norvège a constaté que la communication des CE tombait à point nommé et était pertinente, et il considérait qu'elle complétait l'examen analytique au lieu de s'y substituer. Il n'y avait aucun moyen de déterminer si l'approche des CE était prématurée, à moins de la mettre à l'essai. Ainsi que l'avaient indiqué les CE, il était difficile d'anticiper la conclusion de ces négociations. À la réunion précédente, les Membres avaient généralement semblé convenir qu'il fallait éviter de prendre des mesures unilatérales et que les AEM représentaient une option viable, multilatérale. En outre, il y avait un appui pour un partage des responsabilités entre les régimes de l'OMC et des AEM, en vertu duquel chaque régime serait responsable des questions relevant de son principal domaine de compétence. Les interconnexions possibles entre les régimes de l'OMC et des AEM exigeaient une étroite coopération aux niveaux national et international afin de renforcer leur soutien mutuel, ainsi que l'avaient indiqué les États-Unis.

36. À la réunion précédente, plusieurs délégations avaient soulevé des préoccupations à propos du concept de déférence. Le Taipei chinois avait fait valoir que le principe pouvait être appliqué sans distinction, ce qui laissait une large place à l'interprétation. La Norvège était d'avis qu'il appartenait aux parties à des AEM de définir les objectifs de leurs accords, et les outils à utiliser, mais qu'il fallait en l'occurrence tenir compte des règles de l'OMC de façon à pouvoir renforcer le soutien mutuel.

37. Le Taipei chinois avait précédemment fait référence aux engagements contractés au titre du Protocole de Montréal qui affectaient les non-parties. La Norvège estimait que l'augmentation de la participation à divers AEM permettait en soi de régler ce problème, et que le nombre de membres à des AEM augmentait par suite des mesures de soutien ainsi que d'une sensibilisation accrue aux objectifs environnementaux de divers accords. Le Taipei chinois s'était aussi demandé si le mécanisme efficace de règlement des différends de l'OMC inciterait les parties à résoudre leurs différends devant l'OMC. La Norvège relevait qu'aucun différend concernant des AEM n'avait été porté devant l'OMC, pas même un différend opposant une partie et une non-partie à un AEM. Les pays qui adhéraient à des AEM étaient peu susceptibles de faire volte-face et de contester ces accords devant l'OMC, et la Norvège s'attendait à ce que les différends entre des parties à des AEM continuent

d'être réglés dans le cadre des AEM. Bien entendu, rien ne pouvait toutefois empêcher un Membre de porter devant l'OMC un différend concernant un AEM.

38. À la réunion précédente, le Canada avait proposé qu'il serait utile de définir le lien entre l'approche analytique et les principes de gouvernance. L'une des questions qui avaient été soulevées lors de ces discussions avait été le fait que les négociateurs de l'OMC et des AEM avaient une mauvaise connaissance des caractéristiques essentielles de leurs accords respectifs. En outre, il avait abondamment été question de la nécessité d'accroître les flux d'information. Pour créer un lien pratique, les Secrétariats de l'OMC et des AEM pourraient donc établir un manuel qui pourrait être utile pour les négociateurs dans les domaines du commerce et de l'environnement, ainsi que pour les pays en développement. Pour ce qui était de faire des AEM et de l'OMC des corps de règles de droit international égaux, on pourrait envisager d'accorder aux deux instances le statut d'observateur sur la base de la réciprocité. Par conséquent, les points soulevés par les CE pourraient utilement se greffer au débat analytique en cours.

39. Le représentant de l'Égypte a formulé des observations sur le fait que les CE considéraient que le rapport de Singapour était un "*acquis*" international. L'Égypte ne tenait ni à exagérer ni à diminuer l'importance de ce rapport. Elle reconnaissait que le rapport avait été accepté, mais certaines délégations avaient émis des réserves sur certaines parties du rapport. Mis à part le fait qu'il s'agissait d'un rapport du CCE, il n'avait aucun autre statut juridique à l'OMC.

40. Le représentant de l'Inde partageait le point de vue du Taipei chinois selon lequel, en cas de différend commercial entre des Membres de l'OMC qui étaient parties à des AEM, le droit des Membres de l'OMC de recourir au mécanisme de règlement des différends de l'OMC devait rester intact, de manière à préserver les droits et obligations des Membres au titre des accords visés.

41. Le représentant de la Suisse a formulé des observations sur la question de l'interprétation des règles en les "isolant cliniquement", faisant valoir que l'affaire des *crevettes-tortues* avait jeté encore plus de lumière sur l'interprétation de cette expression par l'Organe d'appel. Par exemple, pour interpréter l'article XX g) du GATT, l'Organe d'appel avait dit que cette expression devait être analysée par un interprète des traités à la lumière des préoccupations actuelles de la communauté des nations en matière de protection et de conservation de l'environnement. Il avait ajouté que l'article XX n'avait pas été modifié pendant le Cycle d'Uruguay, mais que le préambule de l'Accord sur l'OMC montrait que les signataires de cet accord étaient, en 1994, tout à fait conscients de l'importance et de la légitimité de la protection de l'environnement. En outre, pour interpréter les termes "épuisables" et "ressources naturelles", il avait jugé pertinent que les conventions et déclarations internationales modernes supposaient que les ressources naturelles comprenaient à la fois des ressources biologiques et non biologiques, et il avait mentionné la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Pour interpréter le terme "épuisables", l'Organe d'appel avait aussi fait référence à la CITES, et déclaré qu'il était très difficile de remettre en cause le fait que les tortues marines étaient épuisables étant donné que les sept espèces de tortues marines reconnues étaient énumérées dans l'Annexe I de cet accord. Par conséquent, les règles de l'OMC ne devaient certainement pas être lues en les "isolant cliniquement".

42. La Suisse souscrivait au paragraphe 14 du document du Taipei chinois, où il était mentionné que le fait qu'il n'y ait pas eu de conflit n'empêchait pas qu'il puisse y en avoir à l'avenir. La Session extraordinaire du CCE devait élaborer un mécanisme pour éviter de tels conflits. Pour ce qui était des résultats possibles, la Suisse était convaincue qu'il fallait poursuivre une approche à la fois analytique et conceptuelle. Les documents des États-Unis, des CE et du Taipei chinois avaient donc tous apporté des contributions utiles au débat. Un partage des expériences nationales ne produirait pas, à lui seul, de résultats.

43. Le représentant de l'Australie estimait que la réponse du Taipei chinois aux CE démontrait la nécessité de revenir à une approche plus pratique, analytique, et qu'elle avait aussi montré les dangers que présentait la tenue d'un débat conceptuel à la Session extraordinaire du CCE qui déborderait son mandat. L'Australie continuait d'être préoccupée par le recours sélectif des CE à la jurisprudence établie dans le cadre de l'affaire de l'*essence*. Elle accueillait avec intérêt ce qui était dit au paragraphe 5 du document du Taipei chinois, à savoir qu'il fallait des solutions multilatérales aux problèmes environnementaux, et au paragraphe 8 du même document, à savoir que les mesures commerciales à des fins environnementales ne devraient pas constituer un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable ou une restriction aux échanges internationaux.

44. Le représentant du Brésil partageait l'avis du Taipei chinois selon lequel les principes de la gouvernance à l'échelle mondiale n'entraient pas dans le mandat. Le Brésil souscrivait à la déclaration voulant qu'un cadre multilatéral offrait les meilleures chances de résoudre les problèmes environnementaux, et que la coordination entre les responsables du commerce et de l'environnement serait essentielle. L'assistance technique serait aussi importante pour les pays en développement à cet égard.

45. Le représentant de l'Équateur accueillait avec intérêt ce qui était dit au paragraphe 12 du document du Taipei chinois, à savoir que les mesures commerciales à des fins environnementales ne devraient pas constituer une restriction arbitraire ou injustifiable aux échanges internationaux, ce qui était conforme aux principes de Rio. L'Équateur estimait que le fait de saisir l'OMC du concept abstrait de "gouvernance à l'échelle mondiale" compliquerait les négociations.

46. Le représentant du Chili partageait le point de vue de la Suisse selon lequel les approches analytiques et conceptuelles s'appuyaient mutuellement. Concernant la question de l'interprétation des règles en les isolant cliniquement, les États-Unis et les CE avaient des points de vue opposés, mais l'interprétation correcte des observations faites par l'Organe d'appel se situait entre les deux. Les vues de la Suisse sur l'affaire des *crevettes-tortues*, auxquelles souscrivait le Chili, jetaient la lumière sur l'interprétation correcte. Il n'en restait pas moins que le Chili demandait à la Suisse et à la Norvège de préciser comment un débat sur des concepts qui débordait le mandat, tel que celui proposé par les CE, pourrait aider la Session extraordinaire du CCE à se conformer à son mandat. Concernant les observations formulées par le Venezuela sur les principes de Rio, le Chili voulait savoir comment ces principes, et les principes du droit environnemental international, pourraient avoir force contraignante à l'OMC.

47. Le représentant du Venezuela a répondu en citant le rapport résumé sur la réunion précédente de la Session extraordinaire du CCE où il était indiqué ce qui suit: "Le représentant du Venezuela a demandé si les CE avaient l'intention de négocier des principes de gouvernance à l'échelle mondiale dans le cadre de la Session extraordinaire du CCE. Les principes mentionnés dans le document [TN/TE/W/39] manquaient de cohérence et la volonté de négocier ne ressortait pas clairement. À titre d'exemple, le principe de la Déclaration de Rio des "responsabilités communes mais différenciées" avait été mentionné mais les CE étaient-elles prêtes à rendre ce principe obligatoire dans le cadre de l'OMC ?" En outre, il était mentionné dans le rapport résumé que "[l]es représentants de l'Australie et de Cuba [avaie]nt posé la même question aux CE". Il n'y avait donc pas de contradiction dans la position du Venezuela. Dans le document TN/TE/W/39, les CE avaient fait référence à de nombreux principes, et le Venezuela se demandait simplement ce que les CE se proposaient d'en faire à l'OMC. La question consistait à déterminer si les CE leur donneraient force contraignante. Le Venezuela n'avait jamais donné à entendre que les CE devaient "les renégocier". Le Venezuela ne l'accepterait pas, mais il voulait simplement que ces principes soient reconfirmés. Le représentant de Cuba a aussi posé la même question aux CE.

48. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a formulé des observations sur la question de l'interprétation des règles en les "isolant cliniquement", et il se demandait s'il était possible de

concilier les points de vue soi-disant divergents qui avaient été exprimés à cette réunion. Pour appliquer les principes coutumiers d'interprétation des traités, et en particulier l'article 31 de la Convention de Vienne, il fallait tenir compte du contexte lors de l'interprétation des dispositions du traité, et c'était ce qu'avait fait l'Organe d'appel dans l'affaire des *crevettes-tortues*, lorsqu'il avait interprété une expression comme "ressources naturelles épuisables". De même, il valait la peine de rappeler ce qu'avait dit l'Organe d'appel dans l'affaire des *hormones*, à savoir que le principe de précaution était certainement pertinent, mais qu'il ne pouvait pas servir pour l'emporter sur les termes clairs d'un traité. C'est donc peut-être une façon de concilier les deux affaires qui avaient été mentionnées – d'autres corps de règles de droit pouvaient fournir un contexte, mais ils ne pouvaient pas l'emporter sur les termes d'un traité. Une autre règle du droit international coutumier était la présomption d'absence de conflits entre les traités internationaux, et une préférence pour l'interprétation harmonieuse des traités internationaux. Cette règle pouvait être pertinente pour ces négociations.

49. Le représentant de la Corée reconnaissait que le fait de demander aux groupes spéciaux et à l'Organe d'appel de l'OMC d'utiliser les dispositions de fond des AEM pour interpréter les règles de l'OMC posait toute une série de problèmes juridiques, en particulier pour les Membres de l'OMC qui n'étaient pas parties à un AEM. Dans le même temps, toutefois, la Corée avait certaines réserves au sujet de l'idée voulant que les groupes spéciaux et l'Organe d'appel ne puissent pas prendre en compte les AEM pour interpréter les règles de l'OMC. Elle estimait que, dans certains cas, les AEM pouvaient être considérés comme faisant partie du droit international, et qu'ils pourraient être pris en compte. Un facteur pertinent à cet égard serait le degré d'acceptation de l'AEM en question au niveau mondial.

50. Le représentant de la Suisse a répondu à la question du Chili en disant que ce n'était pas tous les concepts mentionnés dans le document des CE qui devraient poser un problème aux Membres, en particulier celui du soutien mutuel. La Suisse a rappelé aux délégations que le concept de "soutien mutuel" était lui-même incorporé au mandat énoncé au paragraphe 31. Concernant les principes de Rio, la Suisse se demandait si elle avait bien saisi l'intervention du Venezuela. Le Venezuela avait-il voulu dire que ces principes devraient être reconfirmés et rendus contraignants à l'OMC? Il pourrait s'agir d'une proposition intéressante. Le représentant du Venezuela a dit qu'il avait simplement voulu savoir si les CE étaient prêtes à donner force contraignante à l'OMC à la notion de responsabilités communes mais différenciées. L'OMC avait inclus dans ses règles un concept similaire, celui du traitement spécial et différencié.

51. Le représentant des Communautés européennes a demandé aux Membres d'examiner le différend des *crevettes-tortues*, avant de faire valoir que les AEM ne pouvaient pas être pris en compte pour interpréter les règles de l'OMC. Concernant la question de l'inclusion des principes de gouvernance à l'échelle mondiale dans le mandat, les CE ne croyaient pas qu'il serait constructif de continuer de débattre de ce qui entrait ou n'entrait pas dans le mandat. Elles pourraient elles-mêmes faire valoir que le mandat ne prévoyait pas de partager des expériences nationales ni de se rendre au niveau de détail des pays, mais elles ne l'avaient jamais fait. Il était important de se concentrer sur les questions de fond à l'examen. Les CE n'étaient pas d'avis qu'il serait trop compliqué de débattre de la gouvernance à l'échelle mondiale, ainsi que l'avait donné à entendre l'Équateur. Concernant la question soulevée par le Venezuela, les CE ont indiqué qu'elles ne cherchaient pas à rendre les principes de Rio applicables à l'OMC, puisque cela ne serait pas logique, mais qu'elles les avaient simplement mentionnés parce qu'ils faisaient partie de la toile de fond sur laquelle se déroulaient les négociations. Les CE seraient prêtes à discuter plus en détail de ces principes.

52. Le représentant de la Colombie a présenté la position de son pays sur divers aspects du mandat. Concernant les "AEM", la Colombie était d'avis que le terme "multilatéral" signifiait qu'un nombre substantiel de pays devaient avoir adhéré à un accord pour prouver l'importance de ses objectifs environnementaux. Par ailleurs, l'accord devrait avoir été négocié sous les auspices des

Nations Unies ou de l'un de ses organismes spécialisés et être entré en vigueur. L'AEM devrait être ouvert à tous les pays, y compris à ceux qui n'avaient pas participé à sa négociation. Tel qu'indiqué dans la Convention de Vienne, toutes les annexes et modifications d'un AEM devraient être considérées comme faisant partie intégrante de l'AEM. Par conséquent, les OCS figurant dans ces annexes et modifications devraient être prises en compte par la Session extraordinaire du CCE.

53. S'agissant des "OCS", la Colombie partageait les vues qui avaient été exprimées auparavant par l'Argentine et l'Inde. Les OCS devaient être obligatoires et expressément mentionnées dans le texte d'un AEM. La Colombie a fait valoir que l'article 4.2 d) de la Convention de Bâle, qui exigeait des parties qu'elles prennent les mesures nécessaires pour veiller à ce que les mouvements transfrontières de déchets dangereux soient compatibles avec une gestion rationnelle de l'environnement, devait être considéré comme étant une OCS. Par ailleurs, les mesures discrétionnaires ne pourraient pas être considérées comme étant des OCS. Cependant, ainsi que l'avait auparavant dit le Canada, une OCS pouvait figurer dans un ensemble d'articles qui, lus conjointement, seraient considérés être une OCS. En outre, les OCS ne devraient pas être limitées à celles qui étaient mentionnées dans le corps du texte d'un AEM, car cela limiterait le mandat d'une manière non nécessaire, et ne constituerait qu'une interprétation étroite des résultats du Sommet mondial sur le développement durable. Pour ce qui était de la question des OCS figurant dans des décisions de la Conférence des Parties, il faudrait en discuter plus en détail. Les négociations devraient considérer les AEM qui étaient entrés en vigueur, tels que la CITES, le Protocole de Montréal, la Convention de Bâle et la Convention sur la diversité biologique (CDB).

54. Le Président a remercié les délégations pour leurs interventions, et il les a encouragées à continuer de présenter leurs expériences nationales dans la négociation et l'application des OCS énoncées dans les AEM.

II. PARAGRAPHE 31 II) – ÉCHANGES DE RENSEIGNEMENTS ET CRITÈRES POUR L'OCTROI DU STATUT D'OBSERVATEUR

55. Le représentant des Communautés européennes a indiqué que la proposition des CE au titre de ce point de l'ordre du jour, qui était reproduite dans le document TN/TE/W/39, était encore à l'examen. Elle montrait comment la gouvernance à l'échelle mondiale pouvait se traduire en résultats concrets, tels qu'un plus grand échange de renseignements.

56. Le représentant du Canada se félicitait de constater qu'à la réunion précédente, le Président avait rappelé aux délégations les idées rendues par Mme l'Ambassadeur Yolanda Bike dans son rapport au Comité des négociations commerciales (TN/TE/7). Les idées étaient excellentes, et elles continuaient d'être une base de discussion utile. Le Canada estimait que la participation des secrétariats des AEM aux Comités de l'OMC était un moyen efficace de faire circuler l'information. À la réunion en cours, le Canada tenait à se concentrer sur les moyens de communication électroniques. Internet offrait de formidables possibilités d'échanger des renseignements, de relier des gens du monde entier et d'établir des réseaux. Les sites Web comportaient toutefois certaines lacunes. Ils nécessitaient des ressources en temps et en argent, des mises à jour régulières, et leur prolifération rendait difficile le tri des renseignements utiles et pertinents. Le Canada encourageait les délégations à recourir aux sites Web existants pour leurs échanges de renseignements formels et informels. L'un des derniers-nés des sites Web était celui du Centre international de commerce et de développement durable (www.trade-environment.org), où était affichée la publication *Bridges*. Son grand intérêt résidait dans le nombre de liens qu'il contenait vers d'autres sites. Le Canada était heureux de pouvoir apporter son soutien financier à ce site Web, et il serait obligé au Secrétariat de l'OMC d'informer les Membres des autres sites utiles.

III. PARAGRAPHE 31 III) – BIENS ET SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

57. Deux documents de séance ont été distribués au titre du paragraphe 31 iii): le premier par le Taipei chinois, intitulé *Proposed Initial List of Environmental Goods* (Proposition de liste initiale des biens environnementaux) ; et le deuxième par le Canada, intitulé *The Use of Detailed Categories in CTESS Discussions on the Liberalization of Environmental Goods* (L'utilisation de catégories détaillées dans les discussions de la Session extraordinaire du CCE sur la libéralisation des biens environnementaux). Par ailleurs la Chine a prononcé une déclaration orale au titre de ce point de l'ordre du jour, qui a par la suite été distribuée en tant que document TN/TE/W/42 de la Session extraordinaire du CCE.

58. Le Président a commencé par faire rapport sur le résultat des consultations informelles qu'il avait tenues le 2 juin 2004 sur la structure des travaux concernant les bien environnementaux. À cette occasion, les délégations avaient été consultées sur deux questions particulières: 1) le point de savoir si elles étaient prêtes à commencer à présenter des exemples spécifiques de produits devant faire l'objet des négociations sur les biens environnementaux, et à traiter de ces exemples tout en discutant des définitions; et 2) le point de savoir si elles avaient des idées sur la façon dont pourrait être examinée la question des obstacles non tarifaires. Concernant la première de ces questions, le Président avait le sentiment que la plupart des délégations semblaient relativement à l'aise pour s'engager dans une double approche. D'une part, il s'agirait de présenter des exemples spécifiques de produits devant faire l'objet des négociations; et, d'autre part, il s'agirait de continuer d'examiner les critères et les définitions en vue de l'identification des biens environnementaux. Les deux approches se complèteraient. Le Président a indiqué qu'il avait encouragé les délégations à présenter des exemples spécifiques de produits de façon à ce que les discussions puissent porter sur des aspects plus concrets. Concernant les obstacles non tarifaires, le Président avait le sentiment que la plupart des délégations jugeaient qu'il était prématuré de se pencher sur la question de ces obstacles, et que les travaux qui se déroulaient au Groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles devaient d'abord progresser, afin de fournir le contexte général à l'intérieur duquel pourrait fonctionner la Session extraordinaire du CCE.

59. Le représentant du Taipei chinois a indiqué que l'absence d'une définition convenue au niveau international pour les biens environnementaux posait un problème aux délégations qui entendaient que soit lancée une éventuelle initiative de libéralisation des échanges dans ce domaine. Cela ne voulait toutefois pas dire que les négociations ne pourraient pas aller de l'avant en l'absence de définition; elles le pouvaient. Le Taipei chinois avait décidé de faire distribuer sa liste des biens environnementaux en réponse aux consultations informelles tenues par le Président. Sa liste renfermait 70 biens environnementaux de la catégorie des équipements servant à lutter contre la pollution, qui était un domaine dont la plupart des Membres convenaient qu'il devrait être inclus dans les négociations. Il s'agissait d'un domaine sur lequel le Taipei chinois était d'avis que la Session extraordinaire du CCE devait faire porter ses efforts pour compiler la liste finale. À ce stade provisoire des négociations, il serait réaliste de se fixer pour objectif l'établissement d'une liste principale, ce qui pourrait stimuler les travaux futurs sur la liste complémentaire.

60. Les produits de prévention et de lutte contre la pollution qui figuraient dans la liste du Taipei chinois appartenaient aux catégories suivantes: lutte contre la pollution de l'air, gestion des eaux usées, gestion des déchets solides/dangereux, assainissement/nettoyage des sols et de l'eau, lutte contre le bruit et les vibrations et surveillance/analyse et évaluation. Le Taipei chinois ne voulait pas que sa liste soit la seule à servir de base aux négociations; il voulait simplement que les produits qu'il proposait soient inclus dans les négociations. La liste du Taipei chinois devait faire partie d'une plus grande liste à l'établissement de laquelle contribueraient les autres Membres.

61. Le représentant de la Chine estimait qu'il était important de déterminer le champ d'application de l'expression "biens environnementaux" et qu'il faudrait s'efforcer d'éviter des définitions

controversées fondées sur les utilisations finales multiples, les technologies propres ou les procédés et méthodes de production (PMP). La Chine privilégiait une approche combinée qui mettait en parallèle la méthode de l'exclusion et la méthode de l'inclusion. Elle préconisait l'établissement d'une liste "commune" et d'une liste pour "le développement" des biens environnementaux.

62. La "liste commune" comprendrait des lignes de produits spécifiques pour lesquels on s'accordait à dire qu'ils constituaient des biens environnementaux. Ces produits devraient prendre en compte les intérêts des pays développés et des pays en développement, mais la priorité devait être accordée aux produits dont l'exportation présentait un intérêt pour les pays en développement et pays les moins avancés, afin d'améliorer leurs capacités d'exportation. Pour les produits figurant sur la liste commune, les Membres s'engageraient à réduire ou à éliminer les obstacles tarifaires et non tarifaires. Les modalités spécifiques de libéralisation des échanges devraient être déterminées par le Groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles. La "liste pour le développement" serait une liste prévoyant le traitement spécial et différencié des produits qui y figureraient et qui proviendraient de la liste commune. Dans la liste pour le développement, on retrouverait certains produits qui seraient sélectionnés par les pays en développement et les pays les moins avancés Membres à partir de la liste commune et qui feraient l'objet d'un nombre réduit d'engagements. Cela refléterait le principe d'une réciprocité qui ne soit pas totale, en tenant compte de la vulnérabilité de certaines branches de production de biens environnementaux. La Chine a souligné qu'il importait de combiner les réductions tarifaires et le transfert de technologie vers les pays en développement dans ce domaine.

63. Le représentant du Canada était d'avis que l'établissement de certaines catégories de produits pourrait faciliter les discussions sur les biens environnementaux. L'idéal serait de décider d'une liste initiale de catégories sur une base objective, de façon à ce que les discussions ne s'enlisent pas dans des questions de définitions. Les catégories que proposait le Canada étaient celles employées par le Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) et elles étaient aussi tirées de la définition plus large de l'industrie environnementale établie par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui couvrait les biens, les services et les technologies. Ces catégories pouvaient s'avérer utiles pour répertorier les articles souvent techniques dont le but ou la fonction n'était pas évident à partir de la désignation du Système harmonisé (SH) au niveau des positions à six chiffres. Le Canada était conscient que certains Membres risquaient de ne pas considérer ces catégories comme suffisantes (c'est-à-dire pour inclure tous les produits dont l'exportation présentait un intérêt pour eux); comme englobant tous les produits qui présentaient un avantage environnemental suffisant; comme ménageant assez de place pour les produits respectueux de l'environnement; ou comme étant trop laxistes du fait qu'elles pourraient s'appliquer à des produits à utilisations finales multiples. Concernant ce dernier point, certains Membres pourraient favoriser l'inclusion de produits fondés sur le critère prédominant de l'utilisation finale, ainsi que l'avaient fait le Canada et l'APEC.

64. Le Canada a fait observer que dans le document TN/TE/W/38, les États-Unis avaient proposé de créer une catégorie des "technologies propres". Le Canada considérait que cette catégorie désignait les produits incorporant de telles technologies. Il accueillait avec intérêt les idées des Membres sur les catégories, et l'identification des produits spécifiques par les pays en développement, par opposition à des définitions. Il estimait qu'il pourrait aussi être utile d'inviter l'Organisation mondiale des douanes (OMD) à venir parler du SH dans le contexte des biens environnementaux.

65. Le Président a remercié le Taipei chinois, la Chine et le Canada pour leurs contributions et pour avoir amorcé un débat plus concret. Il a répété qu'il demandait aux délégations de commencer à présenter des exemples spécifiques de produits.

66. Le représentant des États-Unis convenait qu'il serait préférable de mener les négociations sur les modalités, y compris le traitement spécial et différencié, au Groupe de négociation sur l'accès aux

marchés pour les produits non agricoles. La Session extraordinaire du CCE pourrait toutefois contribuer à l'aspect des négociations concernant les définitions. Plusieurs délégations s'étaient informées des produits qui seraient inclus dans les listes proposées par les États-Unis, et ces derniers tenaient à préciser qu'ils étaient flexibles et qu'ils ne tenaient pas à une approche en particulier. Ils voulaient simplement contribuer à donner une impulsion aux discussions.

67. La communication des États-Unis, qui avait été présentée à la fois au Groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles et à la Session extraordinaire du CCE, se voulait un moyen de faire avancer la question complexe des modalités. Le cadre de travail proposé dans le document des États-Unis autorisait une certaine flexibilité dans la définition des biens environnementaux grâce à l'utilisation d'une liste principale et d'une liste complémentaire. En proposant deux listes, les États-Unis avaient espéré concilier les divers points de vue qui avaient été exprimés au titre du paragraphe 31 iii). D'autres discussions devaient toutefois se tenir au Groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles et à la Session extraordinaire du CCE avant de pouvoir se prononcer sur les modalités. Plusieurs délégations avaient indiqué qu'elles souhaitaient l'ajout d'autres sous-catégories de biens ainsi que de nouveaux produits. Les États-Unis étaient ouverts aux suggestions et ils encourageaient les délégations à présenter leurs idées. Ils espéraient toutefois que les délégations envisageraient les choses sous un angle pratique lorsqu'elles proposeraient des biens environnementaux, ou même des critères pour la désignation des biens. Il y avait certains critères pour lesquels le SH n'établissait pas de distinction; par exemple, en ce qui concernait les distinctions fondées sur les procédés et méthodes de production autres que de produits.

68. Certains Membres continuaient de craindre que les négociations sur les biens environnementaux, et la proposition des États-Unis en particulier, ne profitent qu'aux pays développés. Dans leur proposition, les États-Unis avaient intentionnellement envisagé une définition souple des biens environnementaux. Par conséquent, il était difficile d'affirmer d'emblée que ces négociations sectorielles représentaient les intérêts d'un quelconque groupe de pays, à l'exception de ceux qui choisissaient d'y participer. Les États-Unis avaient fait référence aux travaux de l'APEC et de l'OCDE sur les biens environnementaux parce que ces initiatives antérieures pourraient utilement contribuer à cette entreprise. Par exemple, ainsi que l'avaient noté plusieurs Membres, l'APEC avait jugé peu pratique d'identifier les biens environnementaux autrement que par un numéro du SH, en raison des difficultés de mise en œuvre des résultats. La référence aux travaux de l'APEC ne voulait pas dire qu'il fallait écarter de nouvelles listes ou approches. En fait, les États-Unis seraient heureux d'examiner les listes des autres Membres, et ils félicitaient le Taipei chinois pour sa communication.

69. Les États-Unis ont relevé la contribution de la Réunion d'experts sur les biens et services environnementaux de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) qui s'était tenue en juillet 2003. Les statistiques de la CNUCED résumaient parfaitement la structure des échanges de biens environnementaux, tels que définis par l'OCDE et l'APEC. La CNUCED avait clairement indiqué que les pays en développement avaient des intérêts à l'exportation dans ce secteur, tel qu'identifié dans les listes de l'OCDE et de l'APEC. Par exemple, plusieurs pays en développement étaient des exportateurs nets de biens figurant à la fois dans les listes de l'APEC et de l'OCDE, comme l'éthanol qui était exporté par l'Argentine, la Bolivie, le Brésil et le Guatemala. Les turbines hydrauliques en provenance du Nigéria et du Swaziland en étaient un autre exemple. La CNUCED avait aussi indiqué que de nombreux biens environnementaux étaient des biens intermédiaires de base, tels que les produits chimiques, les filtres, les pompes, les valves, etc. Les biens qui figuraient dans les listes de l'APEC et de l'OCDE n'étaient pas tous des produits de haute technologie, comme les filtres et les valves. La plupart des biens qui se classaient au premier rang des biens environnementaux d'exportation des pays en développement étaient aussi en tête de leurs importations de biens environnementaux. En outre, la CNUCED a signalé qu'il existait peut-être des possibilités d'augmentation des échanges sud-sud de biens environnementaux. Les États-Unis se félicitaient aussi de la contribution de la Chine, mais ils craignaient que sa proposition ne risque de réduire le niveau d'ambition. Ils ont rappelé aux Membres que les Ministres avaient choisi ce secteur

parce que justement le gain économique de la libéralisation n'était qu'une partie de l'équation. La libéralisation des échanges de biens et services environnementaux aurait des retombées positives directes sur l'environnement.

70. Le représentant de la Corée a formulé à titre préliminaire des observations sur le document du Taipei chinois. La Corée et le Taipei chinois étaient d'accord sur un certain nombre de questions. Par exemple, ils estimaient tous deux que si l'on cherchait à donner à ces négociations une trop grande portée, il pourrait en résulter des retards et il pourrait être plus difficile de parvenir à un accord. Les négociations avaient de meilleures chances d'être couronnées de succès si les Membres se fixaient pour objectif une liste dont il pourrait être aisément convenu et qui pourrait être facilement mise en œuvre. La Corée préférait mettre l'accent sur des produits dont l'utilisation finale était nettement environnementale, tels que les produits destinés à lutter contre la pollution, à assainir l'environnement et à prévenir la pollution. C'était sur ces types de produits que s'était penché le Taipei chinois. La Corée ne tenait pas à inclure des produits fondés sur des PMP, étant donné l'absence de normes reconnues au niveau international. Elle a indiqué qu'elle réfléchirait sérieusement à la proposition du Canada, et à la nécessité d'envisager des catégories de produits. La proposition des États-Unis pouvait aussi être examinée en tant que moyen de faire avancer les choses. La Corée accueillait favorablement l'idée d'inviter l'OMD et l'OCDE à la réunion suivante.

71. Le représentant des Communautés européennes a indiqué que les CE étaient toujours déterminées à ce que ces négociations débouchent sur un résultat favorable. Il faudrait une justification environnementale solide pour démontrer le bien-fondé des plus fortes coupures qui étaient opérées dans ce domaine, en particulier face aux groupes d'intérêts nationaux. Les CE estimaient que les AEM, le Sommet mondial sur le développement durable et les nombreuses initiatives internationales qui avaient découlé de Johannesburg, telles que la Coalition pour les sources d'énergie renouvelables et l'Initiative européenne pour l'eau, avaient attiré l'attention. Des investissements accrus dans l'eau propre et l'assainissement, les énergies propres, le transfert de technologie et la facilitation des échanges de biens et services environnementaux avaient tous pris de l'importance. C'était à ce dernier aspect, en particulier, que l'OMC pouvait contribuer.

72. Les négociations devaient produire un résultat équilibré, les Membres réalisant des gains dans les domaines de l'environnement et du commerce. Il serait important à cet égard d'identifier les produits dont l'exportation présentait un intérêt pour les pays en développement. Avec les contributions du Taipei chinois et de la Chine, et la déclaration orale de la Corée, la Session extraordinaire du CCE avançait certainement dans la bonne direction. Il serait toutefois important d'évaluer les propositions qui avaient découlé du processus d'inclusion au regard des grands objectifs environnementaux des négociations.

73. Il faudrait que le Groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles se penche sur les modalités pour la libéralisation des échanges dans ce secteur, mais il était important que la Session extraordinaire du CCE veille à ce que ce secteur reçoive l'attention voulue. Le paragraphe 31 iii) prévoyait un mandat clair pour que tous les Membres de l'OMC libéralisent davantage les échanges dans ce domaine. Il était trop tôt pour que les Membres se prononcent sur la proposition des États-Unis à ce stade, car il serait important que progresse d'abord l'examen des modalités au Groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles. À ce stade, la Session extraordinaire du CCE devait mettre l'accent sur l'identification des biens environnementaux. La question des obstacles non tarifaires pourrait être examinée une fois qu'une liste des biens environnementaux aurait vu le jour.

74. Pour ce qui était de l'identification des biens environnementaux, les CE estimaient que certains principes devaient être examinés avant de discuter des catégories. La définition devrait prendre en compte les priorités internationales et nationales en matière d'environnement. La prévention de la pollution, la diminution de l'exploitation des ressources, et la réduction des déchets

étaient tous des exemples qui pouvaient être tirés du Programme Action 21 et du Plan d'action du Sommet mondial sur le développement durable. Certains AEM, ainsi que tous les objectifs du développement du millénaire, pouvaient aussi donner des indications sur l'identification des biens environnementaux. Les CE partageaient l'avis des États-Unis et de la Corée selon lequel les négociations devaient demeurer le plus simple possible et, en ce sens, c'était une bonne idée d'inviter l'OMD à examiner des possibilités réalistes.

75. En ce qui concernait les catégories, les CE étaient d'avis que la lutte contre la pollution et la gestion des ressources étaient des catégories appropriées. Elles englobaient des catégories que le Canada et d'autres avaient proposées. La catégorie des biens qui avaient une faible incidence sur l'environnement était une catégorie plus difficile à étudier. La CNUCED avait récemment produit une définition qui avançait l'idée que tous les biens environnementaux étaient des biens "which caused significantly less 'environmental harm' than alternative products that served the same purpose" (qui causaient moins de "dommage à l'environnement" que des produits de remplacement qui servaient aux mêmes fins). Il s'agissait d'un concept intéressant, qui englobait les biens fabriqués à l'aide de matériaux renouvelables et les produits dont l'utilisation avait une incidence minimale sur l'environnement. Certains des articles que les CE souhaiteraient inclure dans cette catégorie présenteraient un intérêt particulier pour les pays en développement. Comme il s'agissait d'une catégorie difficile à cerner, les CE voulaient simplement encourager la tenue d'un débat plus approfondi à ce sujet. Certains paramètres objectifs pourraient en fin de compte être examinés pour la sélection des biens, dont la composition des produits; le caractère renouvelable des composants; la performance environnementale, telle que la consommation d'énergie, l'efficacité, la recyclabilité et la biodégradabilité. Certains biens pourraient aussi être définis à l'aide de normes ou de certifications.

76. Le représentant de la Turquie a indiqué que son pays attachait une grande importance à cette composante des négociations, et jugeait qu'une définition claire des biens environnementaux serait une étape essentielle en vue de l'élaboration de modalités dans ce domaine. En principe, la Turquie était d'avis que l'établissement d'une liste unique, exhaustive et convenue de biens environnementaux aux fins de la réduction ou de la suppression des droits maximaliserait les résultats positifs pour l'environnement et le commerce. La Turquie ne voyait pas d'inconvénient à ce que les listes de l'OCDE, de l'APEC, du Japon ou du Taipei chinois servent de base à la liste de l'OMC. La Turquie favorisait clairement l'établissement d'une liste unique, mais elle reconnaissait aussi que la proposition des États-Unis offrait une option utile. L'année 2010 serait une échéance appropriée pour l'élimination des droits frappant les produits figurant sur la liste principale. La question des obstacles non tarifaires pourrait être réglée une fois que les biens environnementaux auraient été identifiés.

77. Le représentant de la Norvège estimait que le but ultime de l'OMC devrait être d'établir une seule liste équilibrée, qui comprendrait des produits présentant un intérêt pour tous les Membres. Une approche à deux listes pourrait, ainsi que l'avaient mentionné les CE à la réunion précédente, déboucher sur une liste convenue ramenée au minimum et une liste complémentaire longue. La proposition des États-Unis était toutefois pragmatique, en ce sens qu'elle permettrait aux négociations de progresser pour les produits sur lesquels il n'y avait pas consensus. Les listes de l'OCDE et de l'APEC étaient un bon point de départ.

78. Il y aurait toutefois des difficultés si les technologies propres devaient être incluses. Les technologies propres étaient extrêmement importantes pour développer des structures de production, mais ainsi que l'avaient indiqué plusieurs délégations, il s'agissait d'un concept en évolution qui nécessiterait la mise à jour régulière de l'identification des produits. La question de l'utilisation multiple présentait un autre défi. À la réunion précédente, un certain nombre de pays en développement avaient demandé l'établissement d'une liste équilibrée qui comprendrait des produits biologiques et des produits forestiers durables, produits qui étaient fondés sur des PMP. La Norvège était réticente à inclure les PMP en raison du conflit qu'avaient suscité les discussions antérieures. Il était toutefois important de tenir compte des intérêts des pays en développement, et la Norvège serait

disposée à travailler avec le critère des PMP. Somme toute, ces négociations ne concernaient pas la fermeture des marchés aux PMP, mais leur ouverture. La Norvège était favorable à l'idée d'inviter l'OCDE à présenter ses travaux.

79. Le représentant de la Suisse avait crû comprendre que la liste du Taipei chinois visait à demander l'inclusion de certains produits dans la liste principale. La Suisse aurait donc besoin d'autres éclaircissements sur les critères sous-tendant la liste. Elle voulait aussi savoir pour quelle raison le Taipei chinois avait exclu le chapitre sur les positions à six chiffres qui figurait dans la liste de l'OCDE. Le Taipei chinois était-il d'avis que seuls les produits qui avaient été explicitement mentionnés pourraient être inclus dans la liste principale? Par ailleurs, pourquoi les produits relevant de domaines tels que l'approvisionnement en eau, la purification de l'eau, les énergies renouvelables et le recyclage avaient-ils été exclus?

80. La Suisse partageait l'avis des CE sur la nécessité de s'entendre tout d'abord sur les grands objectifs environnementaux, tels que ceux énoncés dans le Plan d'action de Johannesburg. Il fallait avoir un point de départ logique, et la Suisse comptait sur une communication des CE à ce sujet. Elle accueillait aussi avec intérêt les catégories mentionnées par le Canada, qui pourraient être utilisées une fois qu'un accord serait conclu sur les grands objectifs environnementaux. Elle se félicitait de constater que les catégories proposées par le Canada ne se ramenaient pas uniquement au traitement en aval. Concernant le document des États-Unis, la Suisse voulait savoir combien il faudrait de Membres pour parvenir à un accord sur une liste complémentaire et quel serait le lien entre la liste principale et la liste complémentaire.

81. Le représentant du Nicaragua était d'avis que la liste du Taipei chinois démontrait combien il était difficile pour les pays en développement d'identifier les biens pour lesquels ils disposaient d'un avantage à l'exportation. Les États-Unis avaient à juste titre indiqué que les pays d'Amérique centrale étaient susceptibles de détenir un avantage dans l'éthanol et les produits qui n'étaient pas de haute technologie, et qu'il serait important de prendre en compte ces intérêts dans les négociations. Le Nicaragua privilégiait le recours au critère de l'utilisation finale plutôt que des PMP. Par ailleurs, le moment n'était pas bien choisi pour traiter des produits biologiques, car la discussion n'était pas assez avancée. Le Nicaragua se demandait si le Taipei chinois avait utilisé le critère des PMP. Il considérait que les catégories proposées par le Canada étaient intéressantes et qu'il fallait les examiner plus en détail.

82. Le représentant de la Nouvelle-Zélande estimait qu'un consensus commençait à se dégager au sujet du bien-fondé de se concentrer d'abord sur une liste principale, une liste consensuelle, et d'examiner la proposition des États-Unis concernant l'établissement d'une liste complémentaire comme toile de fond, advenant que le consensus ne puisse se faire. La Nouvelle-Zélande partageait l'avis du Canada selon lequel le fait de se concentrer sur des produits concrets à l'intérieur de certaines catégories contribuerait aux discussions, et les catégories proposées par le Canada constituaient un bon point de départ. En fait, ce n'était que sur la base de travaux par produit que la Session extraordinaire du CCE pourrait se pencher sur des considérations d'ordre pratique, telles que le double usage et la classification tarifaire. La Nouvelle-Zélande a répété qu'elle demandait aux délégations d'indiquer pour quelles raisons elles jugeaient que les produits qu'elles proposaient avaient un caractère environnemental. La Nouvelle-Zélande était peu enthousiaste à l'idée de convenir de grands buts ou objectifs environnementaux comme point de départ des négociations, car cela risquait de ralentir l'élan initial. Elle était favorable à l'idée d'inviter l'OMD et l'OCDE à la réunion suivante.

83. Le représentant de la Malaisie a indiqué que son pays était ouvert aux propositions des États-Unis, du Taipei chinois et du Canada, mais que toute liste qui serait établie devrait prendre en compte les intérêts des pays développés et en développement. La liste de l'APEC pourrait servir de point de départ puisqu'elle était fondée sur des critères de l'utilisation finale. Il y avait toutefois dans la liste de l'APEC certains produits avec lesquels la Malaisie n'était pas d'accord, et il serait important

de préserver le droit de ne pas consentir à certains produits, tels que ceux ayant un double usage. Il serait aussi important de pouvoir exclure des secteurs sensibles qui étaient essentiels au développement industriel d'un pays. À l'instar des autres pays en développement, la Malaisie jugeait difficile d'identifier ses biens environnementaux en raison de contraintes liées à la capacité.

84. Le représentant du Venezuela souscrivait à la déclaration du Taipei chinois, et approuvait le lien que la Chine établissait entre les biens environnementaux et le concept du traitement spécial et différencié. L'octroi du traitement spécial et différencié serait une reconnaissance de la réalité commerciale et environnementale des pays en développement, ainsi que de leurs besoins de développement. Le Venezuela se félicitait de la proposition voulant que d'autres listes soient présentées, et il a rappelé aux délégations qu'il avait appuyé la liste du Qatar. Tout comme le Nicaragua, le Venezuela ne tenait pas à ce que soit utilisé le critère des PMP et il préférait que l'accent soit mis sur l'utilisation finale. Il a aussi proposé que la CNUCED soit invitée à la réunion suivante pour informer la Session extraordinaire du CCE de ses travaux sur cette question, et il a demandé de reconsidérer la question de la distribution du *Rapport de la réunion d'experts sur la définition des biens et services environnementaux et leur contribution au commerce et au développement* de la CNUCED à laquelle s'était opposée une délégation. Le représentant du Brésil a appuyé la déclaration du Venezuela sur la CNUCED.

85. Le représentant du Kenya s'est informé de la façon dont la liste du Taipei chinois permettrait de répondre aux besoins de développement. Le Kenya avait promis de présenter sa propre liste, mais il avait trouvé l'entreprise difficile. Il appuyait l'idée du Canada de discuter des catégories et d'inviter l'OMD. En réponse aux diverses observations formulées au sujet des produits biologiques, le Kenya se demandait comment la question de ces produits pourrait être abordée dans les négociations compte tenu des objections qui avaient été soulevées. Cette question était aussi liée à celle des produits de l'écosystème. Le Président a encouragé le Kenya à présenter sa propre liste de biens, en indiquant que la Session extraordinaire du CCE ne s'était prononcée définitivement sur aucune catégorie de produits.

86. Le représentant de l'Équateur estimait que ces négociations devraient contribuer au développement durable ainsi que l'avaient indiqué les CE, et qu'elles devraient prendre en compte les intérêts des pays en développement. Les pays en développement auraient besoin d'assistance technique. L'Équateur était d'avis que les modalités des négociations devraient être déterminées par le Groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, et qu'il était trop tôt pour se prononcer sur la proposition des États-Unis. Il souscrivait à l'idée d'inviter la CNUCED.

87. Le représentant du Chili a formulé des observations sur le fait que la liste de la Chine risquait de réduire les ambitions des Membres. Le Chili était d'avis que cela dépendrait de la longueur de la liste commune, et de la facilité avec laquelle il serait possible de s'en écarter. Il en était de même pour la liste principale et la liste complémentaire. C'était une question de modalités des négociations, dont devait s'occuper le Groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles. Le Chili se demandait si la Chine et les États-Unis croyaient que la Session extraordinaire du CCE avait un rôle à jouer dans la définition du rythme de la libéralisation. Par ailleurs, il ne partageait pas le point de vue des CE selon lequel le mandat énoncé au paragraphe 31 iii) signifiait que de plus fortes coupures devraient être opérées. Le paragraphe 16 de la Déclaration de Doha ne le disait pas non plus. Le Chili jugeait utile la proposition du Kenya voulant que les Membres exposent les avantages que comportaient les produits qu'ils proposaient sur les plans de l'environnement et du développement, et il a aussi demandé d'indiquer quels étaient les droits et les obstacles non tarifaires qui s'appliquaient à ces produits et auxquels ils faisaient face sur les marchés d'exportation. Il souscrivait à l'idée d'inviter l'OMD.

88. Le représentant des États-Unis a répondu aux questions de la Suisse en indiquant que le nombre de Membres qui devraient accepter la liste complémentaire serait lié au débat sur la "masse critique" qui se tenait au Groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non

agricoles. Il était donc trop tôt pour dire à ce stade quel serait le nombre exact de Membres qui serait requis. Concernant le lien entre la liste principale et la liste complémentaire, les États-Unis ont répété que leur document était destiné à stimuler la discussion et qu'il était flexible. Le concept d'une liste complémentaire dépendait entièrement de la liste principale, et si les négociations démontraient qu'il n'y avait pas besoin d'une liste complémentaire, les États-Unis s'en accommoderaient. La liste complémentaire ne serait utile que s'il n'était pas possible de parvenir au consensus sur une liste définitive.

89. Les États-Unis partageaient les préoccupations de la Nouvelle-Zélande concernant la proposition des CE voulant que l'on convienne des principes et grands objectifs environnementaux. Il serait important que les délégations justifient les produits qu'elles proposaient, mais il ne serait pas constructif de passer du temps à débattre des principes. En réponse aux observations du Chili sur le niveau d'ambition, les États-Unis ont indiqué qu'ils ne se prononceraient pas tant qu'ils n'auraient pas plus de précisions. Concernant le "Rapport de la réunion d'experts sur les dimensions des biens et services environnementaux et le développement du commerce" de la CNUCED, les États-Unis acceptaient sa distribution.

90. Le représentant des Communautés européennes a précisé que les CE encourageaient en fait la communication des listes, mais qu'elles cherchaient simplement à s'assurer que le résultat soit respectueux de l'environnement.

91. Le représentant de la Chine a indiqué qu'il serait trop tôt pour se préoccuper à ce stade d'une réduction du niveau d'ambition, et que ce niveau dépendrait de la volonté des Membres de s'engager. La Chine espérait simplement que sa proposition offrirait une plus grande flexibilité aux pays en développement et pays les moins avancés.

92. Le représentant du Taipei chinois a répondu aux questions de la Suisse en indiquant que le principal critère utilisé dans la liste du Taipei chinois avait été celui de la lutte manifeste contre la pollution. Le Taipei chinois avait aussi vérifié ses registres des importations et des exportations, et il avait constaté que la balance du commerce des produits qu'il avait inclus dans sa liste était importante. Concernant les catégories de l'OCDE, il a indiqué qu'il n'y avait pas de différence entre ces catégories et sa communication, mais que c'était par pur hasard qu'aucun produit des domaines de l'approvisionnement en eau ou de la purification de l'eau n'avait été inclus. Le Taipei chinois n'insistait pas pour que sa liste reçoive un poids particulier dans les négociations; son objectif était simplement de contribuer à faire avancer les discussions. En réponse à la question du Kenya, il a fait valoir que la libéralisation des biens environnementaux serait utile pour tout le monde. Il était aussi favorable à l'idée d'inviter l'OMD.

93. Le représentant de la CNUCED a indiqué que la CNUCED était restée en contact étroit avec l'OMD, en particulier lors des préparatifs de la réunion d'experts sur les biens et services environnementaux. La CNUCED avait plus particulièrement contacté le Comité du Système harmonisé, car elle jugeait que certains des critères qui avaient été utilisés pour l'identification des biens environnementaux risquaient de soulever de difficiles questions de classification douanière. Les craintes de la CNUCED s'étaient confirmées. Les critères de l'utilisation finale, des PMP, des résultats en matière d'environnement et du développement durable seraient tous extrêmement difficiles à traduire en termes opérationnels d'un point de vue douanier. C'était la raison pour laquelle l'APEC avait décidé de s'aligner sur le SH.

94. L'OMD avait aussi indiqué que le SH ne pourrait prendre en compte que les biens environnementaux qui pouvaient être identifiés sur la base de critères objectifs au moment de leur entrée en douane. Cela pouvait nécessiter des définitions ou des références à certaines caractéristiques des biens en question, mais ne pouvait pas être fondé sur un critère de l'utilisation finale, sur l'étiquetage ou sur la présentation de certificats. L'OMD avait indiqué qu'elle serait prête à

fournir des avis techniques sur la possibilité de classer séparément les biens environnementaux dans le SH, si l'OMC ou l'un de ses Membres le lui demandait. Cela faciliterait la mise en œuvre d'un accord international sur les biens environnementaux. L'OMC pouvait aussi présenter des modifications au SH. Elle pouvait le faire en communiquant avec le Secrétariat de l'OMD, le Président ou une ou plusieurs parties contractantes, et en proposant l'inclusion d'un bien dans le SH. La révision du SH se faisait toutefois de façon cyclique, et l'échéance pour les modifications du système actuel avait été fixée à juin 2003. Par ailleurs, il y avait un décalage dans le temps entre l'adoption des modifications et leur entrée en vigueur, qui était de deux ans et demi. Par conséquent, les modifications adoptées à la fin du mois de juin 2003 n'entreraient en vigueur que dans quelques années. Autrement dit, ce processus de négociation devait s'accommoder de l'ancien SH.

95. Le Président a indiqué que l'OMD, la CNUCED et l'OCDE seraient toutes invitées à la réunion suivante de la Session extraordinaire du CCE pour informer le Comité de leurs travaux sur les biens environnementaux, et il a indiqué que le "Rapport de la réunion d'experts sur la définition des biens et services environnementaux et le développement du commerce" de la CNUCED serait distribué aux participants.

IV. AUTRES QUESTIONS

96. Le représentant du Japon a demandé que l'Organisation internationale du bois tropical (OIBT) soit réinvitée à la Session extraordinaire du CCE. Il regrettait que du fait que l'OIBT ait été auparavant invitée au Comité, elle ne pouvait plus y être invitée. Le représentant de la Malaisie a répondu que son gouvernement avait toujours la même série de réserves au sujet de l'OIBT.

97. La Session extraordinaire du CCE est convenue de renouveler les invitations ponctuelles à assister à la réunion en cours pour la réunion suivante du Comité. Elle est aussi convenue d'inviter les secrétariats des Conventions de Rotterdam et de Stockholm, puisque ces conventions étaient déjà entrées en vigueur.

98. La réunion suivante de la Session extraordinaire du CCE se tiendrait les **12 et 13 octobre 2004**.
